

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government Services Canada/Réception des soumissions\Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
See herein for bid submission instructions/

**Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission**

NA
Quinn

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Painting and Stripping La peinture et le décapage	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0125-21AAS1/A	Date 2022-01-11
Client Reference No. - N° de référence du client W0125-21-AAS1	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-528-8564
File No. - N° de dossier KIN-1-56192 (528)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2022-01-27 Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gidomski, Matt	Buyer Id - Id de l'acheteur kin528
Telephone No. - N° de téléphone (905)466-4597 ()	FAX No. - N° de FAX (613)545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CESF / 86 Airfield Systems & Utilities (ASU) 8 Wing Trenton 8 St-Jean Ave. Bldg 291 Astra, ON K0K 3W0	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTES RENDUS	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	4
PART 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES	6
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PART 3 - OFFER PREPARATION INSTRUCTIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
PART 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PART 5 – ATTESTATION ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'MISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
PART 6 – EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE	10
6.1 EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE	10
PART 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
A. OFFRE À COMMANDES	11
7.1 OFFRE	11
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	12
7.4 MODALITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES	12
7.5 RESPONSABLES	12
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DES MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	13
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	13
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES	13
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE SUBSÉQUENTE	13
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
7.11 LIMITATION FINANCIÈRE	14
7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
7.13 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
7.14 LOIS APPLICABLES	14
7.15 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	14
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN	15
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
7.3 DURÉE DU CONTRAT	15
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DES MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15

7.5	PAIEMENT	15
7.6	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	15
7.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	16
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	17
7.9	PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – MANQUEMENT DE LA PART DE L'ENTREPRENEUR.....	17
7.10	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	17
ANNEXE A	.....	18
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	18
ANNEXE B	.....	28
	BASE DE PAIEMENT.....	28
ANNEXE C DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	.....	32
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	32
ANNEXE D	.....	33
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	33
ANNEXE E	.....	35
	RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES.....	35

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes et est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions s'appliquant aux clauses et dispositions de la DOC. |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : fournit aux offrants des instructions pour préparer leur offre en répondant aux critères d'évaluation précisés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la procédure d'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à l'assurance, exigences financières et d'assurance : comprend des exigences particulières auxquelles doivent satisfaire les offrants; |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi** — Attestation, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

La 86e Ele SPSA est l'installation de réparation et de révision (R&R) de l'Aviation royale canadienne (ARC) pour tous les types de systèmes d'arrêt d'aéronef (SAA). Il est prévu que la 86e Ele SPSA effectue trois ou quatre révisions majeures par année. Ce nombre dépend du plan de révision principal, qui détermine les systèmes devant être révisés durant une année donnée.

L'offrant doit fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires aux travaux de décapage, de peinture et de placage des systèmes d'arrêt d'aéronef BAK-12, des remorques/génératrices et des conteneurs ISO.

L'offrant sera responsable de toutes les dépenses engagées pour le transport de l'équipement lorsque les travaux seront effectués hors site, pour un total de deux allers-retours à partir et à destination de la 86e Ele SPSA située au 8, avenue St-Jean à la BFC Trenton.

La durée de l'offre à commandes s'étend de la date d'émission jusqu'au 31 décembre 2024.

Le présent besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, de l'Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC) et de l'Accord économique et commercial global (AECG)

1.3 Exigences en matière de sécurité

Le besoin lié à cette offre à commandes ne comporte aucune exigence en matière de sécurité.

1.4 Comptes rendus

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut s'effectuer par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente émise dans le cadre de cette demande de soumissions, se reporter à l'article 7.15 — Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements supplémentaires.

PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans la demande d'offres à commandes (DOC) sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](#) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants présentant une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées — demande d'offres à commandes — biens ou services — besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#) (2020-05-28) — Instructions uniformisées — demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

2.2 Présentation des offres - postal uniquement

Les offres à commandes doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Unité de réception des soumissions de la région de l'Ontario de TPSGC

Seules les offres transmises au moyen du service Connexion postal seront acceptées. L'offrant doit envoyer un courriel de demande d'ouverture d'une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.ORreceptiondessoumissions-ORbidreceiving.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Aucune offre transmise directement à cette adresse de courriel ne sera acceptée. Cette adresse courriel doit servir à ouvrir une conversation Connexion postal, comme indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique susmentionnée au moins six jours avant la date de clôture de la demande.

Aucune offre transmise à TPSGC par télécopieur ou en version papier ne sera acceptée.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date à laquelle prend fin l'évaluation des offres, le Canada informera l'offrant du délai qui lui est imparti pour fournir les renseignements. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de respecter l'exigence selon les délais prescrits rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de la présente clause,

s'entend par « ancien fonctionnaire » tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. Un particulier;
- b. Un particulier s'étant constitué en société;
- c. Une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. Une entreprise à propriétaire unique ou une entité au sein de laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire;

S'entend par « Période du paiement forfaitaire » la période mesurée en semaines de salaire en fonction de laquelle un paiement a été effectué pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de départ, qui se mesure de façon similaire.

S'entend par « pension » toute pension ou allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24 dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L. R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de

défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10 et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L. R., 1985, ch. M-5, ni la part de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions fournies ci-dessus, l'offrant est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ☐ **Non** ☐

Dans l'affirmative, l'offrant doit fournir les renseignements suivants pour tout fonctionnaire touchant une pension, s'il y a lieu :

- a. Le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. La date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de retraite.

En fournissant ces renseignements, les offrants consentent à ce que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web de ministères et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

L'offrant est-il un ancien fonctionnaire ayant touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ☐ **Non** ☐

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. Le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. Les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. La date de la cessation d'emploi;
- d. Le montant du paiement forfaitaire;
- e. Le taux de rémunération ayant servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. La période correspondant au paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. Le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, taxes applicables comprises.

2.4 Demandes de renseignements — demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix jours civils avant la date de clôture de la demande d'offre à commandes (DOC). Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Les offrants doivent inscrire le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques à caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » seront traités avec une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut réviser les questions ou peut demander aux offrants de le faire afin d'éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada pourrait ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur offre, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. En n'effectuant aucune modification, les offrants reconnaissent qu'ils acceptent les lois applicables mentionnées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- a) Les éventuels fournisseurs disposent de plusieurs mécanismes de recours pour contester des aspects du processus d'approvisionnement, et ce, jusqu'à et incluant l'attribution du contrat.
- b) Dans un premier temps, le Canada encourage les fournisseurs à porter leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit des renseignements sur les organismes de traitement des plaintes, notamment :
 - Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA);
 - Le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE).
- c) Les offrants doivent prendre note que des **délais stricts** sont fixés relativement aux plaintes et que les périodes varient selon l'organisme responsable des plaintes. Les offrants ont donc intérêt à agir rapidement lorsqu'ils souhaitent contester un aspect quelconque du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1. Instructions pour la préparation des offres

- L'offrant doit présenter son offre par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postal limite à 1 Go chaque message individuel affiché et chaque conversation à 20 Go. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

Les offres transmises par télécopieur ou en copie papier ne seront pas acceptées.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures — offre

Si vous êtes prêt à accepter le paiement de factures à l'aide d'instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe D, de la partie 3 de la demande d'offre à commandes — Instruments de paiement électronique, pour indiquer ceux qui sont acceptés.

Si l'annexe D de la partie 3 de la demande d'offre à commandes, Instruments de paiement électronique, n'est pas remplie, il sera alors convenu que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement de factures.

Ne sera pas considérée comme critère d'évaluation l'acceptation d'un instrument de paiement électronique.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Guide des CCUA, Clause C3011T(2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations – Les offrants sont tenus de présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la partie 5.

3.1.X.1 Comme indiqué à la partie 6 — Exigences relatives à la sécurité, l'offrant doit fournir les adresses complètes de ses installations ou locaux et de celles ou ceux des personnes proposées pour lesquels des mesures de sauvegarde sont requises aux fins d'exécution des travaux :

Numéro d'immeuble, nom de la rue, numéro d'unité, de bureau ou d'appartement
Ville; province, territoire ou état
Code postal/code ZIP
Pays

3.1.X.2 L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, conformément au [Programme de sécurité des contrats](#), que l'offrant et les personnes proposées détiennent une cote de sécurité valide du niveau requis, comme indiqué à la partie 6 — Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin énoncé dans la demande d'offre à commandes (DOC), incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Évaluation du prix — offre

Clause [M0220T](#) (2016-01-28) du *Guide des CCUA*, Évaluation du prix — offre

4.1.2.2 Critères d'évaluation financière

L'offrant doit remplir l'annexe B — Base de paiement, en dollars canadiens, et la joindre à son offre. Un prix doit être fourni pour chacun des articles énumérés.

L'évaluation pour chaque année sera calculée en multipliant la quantité estimée par le prix unitaire pour établir le prix calculé. La somme du prix total calculé établira le total global pour chaque année. L'évaluation sera fondée sur la somme totale des prix totaux de l'ensemble des trois (3) années.

4.2 Méthode de sélection

Pour qu'elle soit jugée recevable, toute offre doit satisfaire aux exigences de la demande d'offre à commandes. L'offre recevable au prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commande.

PARTIE 5 — ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'une offre à commandes leur soit émise, les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification par ce dernier à tout moment. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit au cours de la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes sera en droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable, pourrait entraîner la mise de côté à commandes ou constituer un manquement aux modalités du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent présenter une offre comportant les attestations dûment remplies suivantes.

5.1.1 Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Afin que leur candidature soit examinée plus avant dans le cadre du présent processus d'approvisionnement et conformément à la politique de vaccination des fournisseurs contre la COVID-19, tous les offrants doivent accompagner leur offre de l'attestation à la vaccination contre la COVID-19 jointe à la présente demande de soumissions. La présente attestation intégrée à la demande de soumissions constitue un élément liant les parties de tout contrat subséquent.

Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, _____ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de _____ (*nom de l'entreprise*), dans le cadre de la demande de soumissions numéro _____ (*insérer le numéro de la demande de soumissions*), garantis et atteste que tous les membres du personnel que _____ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre du présent contrat et qui accèderont à des lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent entrer en contact avec les fonctionnaires seront :

- a. Entièrement vacciné contre la COVID-19;
- b. à moins que des membres du personnel ne puissent être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de motifs religieux ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement Canada et approuvées par celui-ci.
- c. partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période maximale de 10 semaines à compter de la date de leur première dose et à condition que des mesures d'adaptation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci, période au terme de laquelle le personnel remplira les conditions énoncées au point a) ou b) à défaut de quoi ils n'auront plus accès

aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires aux termes du présent contrat;
jusqu'à ce que le Canada indique que l'exigence de vaccination de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs n'est plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres fournis par _____ (*nom de l'entreprise*) ont été informés des exigences de vaccination de la politique de vaccination des fournisseurs contre la COVID-19 du gouvernement du Canada, et que _____ (*nom de l'entreprise*) a attesté s'être conformé(e) à cette exigence

J'atteste de l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront exacts pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fautive pendant la période de soumission des offres ou du contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination ou ses propres exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Les renseignements que vous fournissez dans ce formulaire d'attestation et en conformité avec la politique de vaccination du personnel des fournisseurs contre la COVID-19 du gouvernement du Canada seront protégés, utilisés, stockés et divulgués conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder à des lieux de travail du gouvernement fédéral au Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité — Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration publié sur le site Web [Intégrité — Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) afin que leur offre soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles exigées avec l'offre

Les offrants doivent présenter une offre comportant les attestations dûment remplies suivantes.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais peuvent être fournis plus tard. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et présentés comme demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai qui lui est imparti pour fournir ces renseignements. Si l'offrant ne présente pas les attestations ou les renseignements supplémentaires indiqués ci-dessous dans le délai prévu, son offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité — Documents exigés

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration publié sur le site Web [Intégrité — Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) afin que leur offre soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation de l'offre à commandes

En présentant une offre, l'offrant atteste que lui et tout membre de la coentreprise, si l'offrant est une coentreprise, ne sont pas nommés dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi, accessible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada — Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada sera en droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté une offre à commandes si l'offrant, ou tout membre de l'offrant si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste « des "soumissionnaires à admissibilité limitée" du PCF » au moment d'émettre une offre à commandes ou pendant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 — EXIGENCES RELATIVES À L'ASSURANCE

6.1 Exigences relatives à l'assurance

L'offrant doit présenter une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisés à faire des affaires au Canada attestant que si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes, l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus rendra l'offre non recevable.

PARTIE 7 — OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 Le soumissionnaire offre de répondre au besoin conformément à l'énoncé des travaux figurant à l'Annexe A.

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées par un numéro, une date et un titre dans l'offre à commandes et les contrats subséquents sont énoncées dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 **Conditions générales**

La clause [2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales – offres à commandes — biens ou services, s'applique à l'offre à commandes et en fait partie intégrante.

7.3.2 **Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée Rapport d'utilisation de l'offre à commandes. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 **Modalités de l'offre à commandes**

7.4.1 **Période de l'offre à commandes**

La période fixée pour la passation de commandes subséquentes et la prestation des services dans le cadre de l'offre à commandes débute à la date de publication et prend fin le 31 décembre 2024 inclusivement.

7.5 **Responsables**

7.5.1 **Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Matthew Gidomski
Titre : Agente d'approvisionnement stagiaire
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
86, rue Clarence

Kingston (Ontario) K7L 1X3
Téléphone : 905-466-4597
Courriel : matthew.gidomski@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Au moment de la passation d'une commande subséquente, il lui incombe, en tant qu'autorité contractante, de gérer toute problématique contractuelle relative à chaque commande subséquente à une offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Le représentant de l'offrant pour l'offre à commandes est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Fac-similé : _____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), l'entrepreneur a accepté que ces renseignements soient publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères, organismes ou sociétés d'État fédéraux mentionnés aux annexes I, I.1, II et III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. (1985), ch. F-11.

7.8 Procédures pour les commandes subséquentes

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés au moyen du formulaire TPSGC-PWGSC 942, « Commande subséquente à une offre à commandes », ou de tout document ministériel de commande subséquente équivalent.

7.9 Instrument de commande subséquente

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 et 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du gouvernement du Canada (Visa ou Mastercard), pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent être émises par tout représentant autorisé d'utilisateurs désignés en vertu de l'offre à commandes, et doivent concerner des biens ou services ou une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux modalités qui y sont précisées.
2. Tous les formulaires suivants peuvent être utilisés et se trouvent sur le site Web du [Catalogue des formulaires de TPSGC](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes;
 - PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (livraison multiple);
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes(version anglaise);
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (version française)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente équivalent comprenant à tous le moins les renseignements suivants :
 - Le numéro de l'offre à commandes;
 - L'énoncé contenant les modalités de l'offre à commandes;
 - La description et le prix unitaire de chaque article;
 - La valeur totale de la commande subséquente;
 - Le point de livraison;
 - Une confirmation de la disponibilité des fonds aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - Une confirmation selon laquelle l'utilisateur est utilisateur désigné aux termes de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 50 000 \$ (toutes taxes comprises).

7.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé de tout document énuméré dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier dans la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas dans la liste :

- a) La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) Les articles de l'offre à commandes;
- c) Les conditions générales [2005](#) (2017-06-21), Conditions générales — offres à commandes - biens ou services;
- d)
- e) Les conditions générales _____; [2010C](#)(2016-04-04), Conditions générales — services (complexité moyenne);
- f) L'annexe A, Énoncé des travaux;
- g) L'annexe B, Base de paiement;
- h) L'annexe C de la Partie 3 de la demande d'offre à commandes — Instruments de paiement électronique

- i) L'annexe D, Exigences en matière d'assurance;
- l) l'Annexe « E », Rapport d'utilisation de l'offre à commandes;
- l) L'offre de l'offrant en date du _____.

7.13 Attestations et renseignements supplémentaires

7.13.1 Conformité

Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi qu'une coopération constante quant à la présentation de renseignements supplémentaires, sont des conditions à l'émission de l'OC, et toute non-conformité à des conditions constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes.

7.14. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.15 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une solution d'achats électroniques (SAE) afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa seule discrétion, de rendre obligatoire le recours à la nouvelle solution d'achats électroniques.

Le Canada consent à fournir un préavis de trois mois à l'offrant afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant choisit de ne pas fournir ses biens et services au moyen de la SAE, l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

La clause [2010C](#) (2020-05-28), Conditions générales – services (complexité moyenne), s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, du document [2010C](#) (2020-05-28), ne s'appliquera pas aux paiements effectués par carte de crédit au point de vente.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat commence à la date de livraison, plus deux (2) mois supplémentaires.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit se faire conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), l'entrepreneur a accepté que ces renseignements soient publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de la commande subséquente, l'entrepreneur sera payé selon un prix ferme indiqué dans cette dernière, calculé conformément à l'annexe « B », Base de paiement. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour toute modification à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.5 Paiement électronique des factures — commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat Mastercard;
- c. Dépôt direct (national et international);
- d. Échange de données informatisé (EDI);
- e. Virement télégraphique (international seulement);
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$).

7.6. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant

que tous les travaux qui y figurent aient été exécutés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse figurant à la page 1 du contrat aux fins d'attestation et de paiement.

Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante dont l'identité est fournie à l'article intitulé « Responsables » du contrat.

c) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

(d) Pour les travaux exécutés par l'entrepreneur : L'entrepreneur présentera une facture pour la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires au décapage, à la peinture et au placage des systèmes d'arrêt d'aéronef, des génératrices, des remorques et des conteneurs ISO.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée, pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas le fournisseur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est tenu de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations aux termes du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et est souscrite pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance attestant de la couverture d'assurance et confirmant qu'une police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. Pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C T1204 – Demande directe du ministère client (2007-11-30)
C0710C —Vérification du temps et du prix contractuel (2007-11-30)
A9062C —Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes (2011-05-16)

7.9 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) — Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera jugée non conforme aux modalités du contrat.

7.10 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et franche au sujet des travaux pendant et après la période d'exécution du contrat.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du contrat et d'aviser sans tarder l'autre partie ou les autres parties pour essayer de résoudre tout problème ou différend pouvant survenir.
- (c) Lorsque les parties ne parviennent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaires des différends pour tenter de les résoudre .
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada, sous la rubrique « [Règlement des différends](#) ».

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 Contexte

La 86^e Ele SPSA est l'installation de réparation et révision de l'ARC pour tous les types de systèmes d'arrêt d'aéronef (SAA). La 86^e Ele SPSA assure l'installation et la révision de systèmes mobiles d'arrêt d'aéronefs et de systèmes fixes d'arrêt d'urgence d'aéronefs exigeant l'utilisation de nombreuses pièces de dispositif d'arrêt. Afin d'assurer une fiabilité absolue du SAA, tous les composants essentiels de SAA remis à neuf ou reconstruits doivent être remplacés au cours du processus de révision. Des pièces d'entretien de routine de systèmes d'arrêt d'aéronef sont également nécessaires au cours de la durée de vie d'un SAA.

Les SAA sont révisés tous les 10 ans et au cours de cette révision majeure, tous les composants essentiels sont remplacés par des pièces neuves révisées ou remises à neuf approuvées.

Tous les travaux d'apprêt, de peinture et de placage doivent être conformes aux normes en vigueur. Se reporter à l'annexe A ci-dessous pour une description de certaines de ces pièces.

1.1 Terminologie

86 ^e Ele SPSA	86 ^e Escadrille des services publics et des systèmes d'aérodrome
SAA	Système d'arrêt d'aéronef
AN	Spécification de l'armée et de la marine pour les fixations
BAK	Dispositif de barrière d'arrêt
BFC	Base des Forces canadiennes (en référence à la 8 ^e Escadre Trenton)
CdC	Certificat de conformité
MDN	Ministère de la Défense nationale
FAAS	Système fixe d'arrêt d'aéronef
EPA	Essais des premiers articles
CFF	Compatibilité, forme et fonction
LPI	Liste des pièces illustrées;
kVA	kilovoltampère
GCVM	Gestionnaire du cycle de vie du matériel
MAAS	Système mobile d'arrêt d'aéronef
MRES	Poulie mobile de bord de piste
MS	Norme militaire américaine
END	Essai non destructif
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
OH	Révision
O&M	Opérations et maintenance
R&R	Réparation et révision
ARC	Aviation royale canadienne
SAE	Society of Automotive Engineers
AT	Autorité technique
DE	Délai d'exécution
UNC	Unifié à gros pas
UNF	Unifié à pas fin

2.0 Documents de référence

A.	T.O.35E8-2-5-1 Instruction d'exploitation et de maintenance, modèle BAK 12/E32A
----	---

B.	T.O.35E8-2-5-3 Maintenance de révision, modèle BAK 12/E32A
C.	T.O.35E8-2-5-4 Liste des pièces illustrées, modèle BAK 12/E32A
D.	T.O.35E8-2-10-1 Instruction relative à l'exploitation et à la maintenance, Systèmes mobiles d'arrêt d'aéronef
E.	Manuel d'exploitation du système (SOM 90), système mobile d'arrêt d'aéronef
F.	Liste des pièces illustrées (SOM 91) systèmes mobiles d'arrêt d'aéronefs
G.	T.O.35E8-2-3-1 Manuel d'exploitation avec liste des pièces illustrées pour la poulie mobile de bord de piste
H.	T.O.35E8-2-5-3 Maintenance de révision, modèle BAK 12/E32A Processus de l'annexe C; PS100 spécifiquement

3.0 Besoin

La 86e Ele SPSA doit recourir aux services suivants pour réaliser le programme de révision de chaque SAA. Il est prévu que la 86e Ele SPSA effectue trois ou quatre révisions majeures par année. Ce nombre dépend du plan directeur de révision, qui détermine les systèmes devant être révisés durant une année donnée.

L'entrepreneur est tenu de fournir toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires aux travaux de décapage, de peinture et de placage des systèmes d'arrêt d'aéronef BAK-12, des génératrices/remorques et des conteneurs ISO.

3.1 Responsabilité de l'entrepreneur concernant le transport du matériel :

L'entrepreneur sera responsable de toutes les dépenses encourues pour le transport du matériel, pour un total de deux allers-retours à partir et à destination de la 86e Ele SPSA située au 8, avenue St. Jean à la BFC Trenton.

3.2 Délai d'intervention :

L'entrepreneur doit, dans les six jours ouvrables suivant la commande subséquente, procéder à la collecte de l'équipement à la 86e Ele SPSA située au 8, avenue St. Jean, à la 8e Escadre Trenton.

3.2.2 Pour le BAK 12 et le MRES, le décapage doit être achevé dans les 4 jours suivant la cueillette afin que l'END puisse être effectué. Les services demandés devront être assurés dans les dix (10) jours ouvrables suivant la cueillette, et l'équipement devra être retourné par l'entrepreneur le 11e jour, au point de cueillette.

3.2.3 Pour le MAAS, le décapage doit être achevé dès que possible. Les END ne sont pas nécessaires pour la remorque du MAAS, mais tout défaut observé après le décapage doit être signalé au gestionnaire principal de la maintenance à la 86e Ele SPSA aux fins de détermination du processus de réparation. Les services doivent être achevés dans un délai de 15 jours ouvrables et le retour de l'équipement doit être effectué par l'entrepreneur au plus tard le 16e jour, au point de cueillette.

3.2.4 Tous les autres éléments énumérés dans la base de paiement doivent être achevés dans un délai de 10 jours ouvrables et le retour de l'équipement doit s'effectuer au plus tard le 11e jour, au point de cueillette.

3.3 Contraintes

Toutes les communications avec les techniciens de la 86e Ele SPSA doivent se faire en anglais.

3.4 Essai non destructif (END) effectué par le personnel du MDN :

Après l'enlèvement de la peinture et avant l'application de l'apprêt ou le placage pour des éléments précis de la base, le personnel du ministère de la Défense nationale, module des END de l'ESTTMA de la 8e Escadre à la base des Forces canadiennes Trenton, en Ontario, doit effectuer des END.

4.0 Définition :

1. Système d'arrêt BAK-12
 - a. Matériel de fixation
 - (1) Poulie d'amortisseur
 - (2) Poulie de bord de piste
 - (3) Poulie de parois
 - (4) Poulie de sol
 - (5) Moteur et pièces de moteur
 - (6) Tube guide-câble
 - (7) Conteneurs de l'outillage et du matériel
 - (8) Logement de poulie
2. MAAS
 - a. Matériel de fixation
 - (1) Logement de poulie de bord de piste
 - (2) Assemblage structural soudé
3. MRES
 - (1) Logement de poulie de bord de piste
 - (2) Assemblage structural soudé
4. Génératrices/remorques kVA et conteneurs ISO :
 - (1) Revêtement époxy 345 de couleur conforme à la norme militaire MIL-SPEC, code de couleur SF34094. La couleur de la peinture n'est pas une couleur habituellement utilisée sur le terrain, elle peut être de couleur vert lime.

4.1 Spécifications

1. Revêtement par conversion chimique sur l'aluminium
2. MIL-C-5541
3. Travaux de sablage, de décapage par pulvérisation ou au moyen d'un décapant chimique approprié
4. Spécifications propres aux travaux de peinture :
 - a. Apprêt au chromate de zinc TT-P-1757 (pour l'email)
 - b. Enduit époxy à base de Chromate MIL-P-23377 (couche de finition)
 - c. Apprêt au chromate de zinc MIL-P-8585 (poules)

d. Peinture — fini vert non réfléchissant :

- (1) Couche de finition — MIL-P-22750
- (2) Émail — TT-E-489, classe C
- (3) Norme fédérale n° 595
- (4) Couleur n° 24052

4.2 Données techniques :

A. BAK-12 (il y a 2 unités par ensemble)

Longueur 317,5 cm (125 po)
Largeur : 132,1 cm (52 po)
Hauteur 185 cm (73 po)
Poids 7000 lb par absorbeur (environ.)

B. MAAS (2 unités par ensemble)

Longueur 636 cm (250,5 po)
Largeur : 244 cm (96 po)
Hauteur (maximum) 236 cm (93 po)
Poids 10000 lb/remorque (environ)

C. MRES (il y a 2 unités par ensemble)

Longueur 485 cm (191 po)
Largeur : 89 po (226 cm)
Hauteur (maximum) 132 cm (52 po)
Poids 5200 lb/remorque (environ)

D. Tube guide-câble

Longueur 304-8 cm (120 po)
Largeur : 45,7 cm (18 po)
Hauteur : 30,5 cm (12 po)
Poids 1100 lb/tube (environ)

E. Poulies (type)

Longueur 90.2 cm (35.5 po)
Largeur : 45,7 cm (18 po)
Hauteur : 30,5 cm (12 po)
Poids 800 lb/poulie (approx.)

4.3 Éléments pour le placage de zinc-cobalt avec chromate noir :

1. Les éléments énumérés dans le tableau 1 (ci-joint) ne le sont qu'à titre indicatif, car ils ne font pas partie de tous les systèmes d'arrêt d'aéronef.
2. Habituellement, le diamètre des vis et des boulons est d'au moins ½ po

3. Procédé de placage de zinc-cobalt avec chromate noir PS100

- a. Type 2, classe 2; **ou**
- b. Cadmiage — QQ-P-416, type 1, classe 2.

Remarque : La plus grande composante qui fera l'objet d'un placage de zinc-cobalt avec chromate noir est un arbre de 106,7 cm (42 po) de longueur et de 17,8 cm (7 po) de diamètre, d'un poids approximatif de 272,2 à 362,9 kg (600 à 800 lb)

4.4 Nettoyage :

- 1. Enlever la vieille graisse, la rouille et autres dépôts.

4.5 Enlèvement des vieilles peintures :

- 1. Toutes les pièces doivent être décapées soit par sablage, soit par des méthodes de décapage par pulvérisation, soit avec un acide approprié.
- 2. Procédé privilégié : PS100; voir l'instruction TO35E8-2-5-3, annexe C.
- 3. Après le décapage de la peinture et avant l'application d'une couche d'apprêt ou avant le placage, les composants spécifiques doivent être soumis à un essai non destructif (END) par le personnel du module d'END de l'ESTMA, 8e Escadre. Les éléments devant faire l'objet d'END comprennent, sans s'y limiter, l'arbre principal, les paliers, le logement des freins, les moyeux des freins, les clavettes et les logements de clavette, l'assemblage soudé des bases, les galets et les arbres.

4.6 Application d'apprêt et de peinture :

- 1. Moteur d'arrêt BAK-12 (Ensemble d'absorbeurs) :
 - a. Appliquer une couche d'apprêt au chromate de zinc; spécification TT-P-1757
 - b. Appliquer deux couches d'email vert non réfléchissant, spécification TT-E-489, classe C, norme fédérale n° 595, couleur n° 24052.
 - c. Les tambours des bandes doivent être apprêtés sur les deux faces, mais seule la surface extérieure des tambours doit être peinte.
 - d. L'ensemble du moteur d'entraînement doit être peint d'une seule pièce, ou en pièces détachées. Le moteur peut être démonté par la 86e Ele SPSA pour faciliter la peinture de tous les composants du moteur.
- 2. Poulies :
 - (1) Appliquer une couche d'apprêt époxy-polyamide de 20 microns, MIL-P-23377 (pour la couche de finition MIL-P-22750).
 - (2) Appliquer deux couches (70-75 microns) d'apprêt polyamide, MIL-P-22750. Utilisez le vert militaire non réfléchissant n° 24052, Norme fédérale n° 595.
- 3. Tube guide-câble

-
- (1) Appliquer une couche d'apprêt époxy-polyamide de 20 microns, MIL-P-23377 (pour la couche de finition MIL-P-22750).
 - (2) Appliquer deux couches (70-75 microns) de revêtement polyamide, MIL-P-22750. Utilisez le vert militaire non réfléchissant n° 24052, Norme fédérale n° 595.

Placage de zinc-cobalt avec chromate noir :

1. Plaquer toutes les pièces d'acier non peintes au zinc-cobalt, conformément à la spécification QQ-P-416, classe 2.
2. Les pièces à peindre sont énumérées dans le tableau 1 (ci-joint) sans que cette énumération soit limitative.
3. Tous les galets en acier devront faire l'objet d'un placage en zinc cobalt, conformément à la spécification QQ-P-416, classe 2.

4.8 Revêtement par conversion chimique

1. Revêtement par conversion chimique de toutes les pièces en aluminium, conformément à la norme MIL-C-5541.

4.9 Fourniture de retouches de peinture demandées au besoin.

1. L'entrepreneur est responsable de fournir les retouches de peinture nécessaires.

Solicitation No. — N° de l'invitation
W0125-21AAS1
Client Ref. No. — N° de réf. du client
W0125-21AAS1

Amd. No. — N° de la modif.
File No. — N° du dossier
PR108

Buyer ID — Id de l'acheteur
KIN528
CCC No./N° CCC — FMS No./N° VME

Annexe

Item	Fig. & Index	Description	Part #
1	3-3-19	HUB	17SK173-1
2	3-3-13	BOLT,EYE	44724-9
3	3-3-12	PIN, TAPE	17SK096-3
4	3-3-15	BOLT, 1/4"x 3/8"	AN4-6A
5	3-3-14	RETAINER. PIN	17SK097-1
6	3-3-20	BOLT. 1/2"x 7/8"	AN8-14A
7	3-3-21	WASHER, LOCK 1/2"	AN935-816
8	3-3-7	SCREW FLATHEAD	
9	3-3-9	WASHER, FLATJ18"	AN960-816
10	3-3-22	WASHER, FLAT3/8"	AN960-816L
11	3-3-2	BOLT 3/4" X 1 1/4"	AN 12-20A
12	3-3-10	WASHER FLAT 3/8"	AN970-6
13	3-3-26	WASHER,SPACER FLAT 3/4"	AN960-1216L
14	3-3-28	SCREW SHOUIDER 3/4" X 2"	447J4-5
15	3-3-29	SHIM	44655-1
16	3-3-23	BOLT 5/8" x 1-7/16"	AN10-23A
17	3-3-24	WASHER. FLAT 5/8"	AN960-1016
18	3-3-35	BOLT 1/2" x 3/8"	ANS-6A
19	3-3-37	WASHER FLAT 1/2"	AN960-816
20	3-3-38	ROD, PACKING NUT LOCK	44417-1
21	3-3-41	RING, PRESSURE	44897-1
22	3-3-45	BOLT, 5/8" x 1-1/4"	ANIO-20A
23	3-3-46	WASHER, PLAIN	44834-26
24	3-3-48	SHAFT ROTOR	44848-2
25	3-3-50	RING, SPACER'	44928-1
26	11-3-2	RETAINING PLATE SHAFT	44465-1
27	11-3-3	BOLT 1/2" x 1-1/4"	COMM,L
28	11-3-6	BOLT EYE SHOULDER	3014T49
29	11-3-7	BOLT. 1/2" x 1-1/4"	COMM,L
30	11-3-9	SHAFT	44457-1
31	11-3-10	PLATE, WEAR.	45028-1
32	10-3-10	PLATE WEAR	45029-1
33	10-3-11	SCREW. HEAD SOCKET	COMM,L
34	10-3-12	SCREW. FLAT HEAD SOCKET 1/2" x 2 1/2"	COMM,L
35	11-3-14	WASHER 1/2"	COMM
36	11-3-15	PLATE WEAR	45028-2
37	10-3-15	PLATE,WEAR	45029-3
38	11-3-16	SHIM	44463-1
39	11-3-17	SHIM	44663-2
40	11-3-19	SPACER	44459-1
41	10-3-19	SPACER	44459-1
42	11-3-23	3 ROLLER	44464-2
43	10-3-23	ROLLER	44464-1
44	8-8-123	LEVER. ASSY, C/W WASHER NUT	44993-4
45	8-8-5	CAM	44756-1
46	8-8-6	WASHER, THRUST	TB-1632
47	8-8-8	NUT 3/8"	MS20364-624
48	8-8-7	BUSHING	44988-2
49	8-8-9	WASHER. FLAT 3/8"	AN960-816
50	8-8-10	SCREW, FLATHEAD	AN509-816R37
51	8-8-11	BUSHING	44730-1

Solicitation No. — N° de l'invitation
W0125-21AAS1
Client Ref. No. — N° de réf. du client
W0125-21AAS1

Amd. No. — N° de la modif.
File No. — N° du dossier
PR108

Buyer ID — Id de l'acheteur
KIN528
CCC No./N° CCC — FMS No./N° VME

52	8-8-12	STOP	44994-1
53	8-8-14	WASHER	AN980-816
54	8-8-15	BOLT 1/2" X 2 3/32"	AN8-20A
55	8-8-16	NUT 5/8"	21NTU-101
56	8-8-17	WASHER, FLAT, 5/8"	AN980-1016
57	8-8-18	SCREW, 5/8" -11 x 4 1/2"	44986-32
58	8-8-19	NUT 1/2"	MS21083N8
59	8-8-20	WASHER FLAT 1/2"	44771-1
60	8-8-21	BOLT 1/2" x 2 14/16"	AN8-26A
61	8-8-23	BLOCK	44990-3
62	8-8-24	NUT 1/2"	20SK735-4
63	8-8-25	ROD	44990-
64	8-8-26	WASHER	44771-1
65	8-8-29	ROLLER	44986-16
66	8-8-30	NUT 5/8"	MS21083N10
67	8-8-31	WASHER, FLAT 5/8"	AN980-1016
68	8-8-32	BOLT 5/8" x 2 29/32"	AN10-26A
69	8-8-33	LEVER	44421-1
70	8-8-34	NUT 5/8"	21NTU-101
71	8-8-35	WASHER FLAT 5/8"	AN980-1016
72	8-8-36	SCREW, SOCKET HEAD	44986-57
73	8-8-	SPACER	44986-17
74	8-8-38	BLOCK. SUPPORT	44992-1
75	8-8-40	WASHER, FLAT 1/2"	AN980-816
76	8-8-41	BOLT 1/2" x 2 3/32"	AN8-20A
77	8-8-42	PIVOT	44419-1
78	8-8-43	NUT 3/4"	MS21083NI2
79	8-8-44	WASHER, FLAT 3/4"	AN980-1216L
80	8-8-46	HANDLE	44664-1
81	8-8-46	CRANK	44420-1
82	8-8-50	WASHER	44986-27
83	8-8-51	SCREW SHOULDER SOCKET HEAD	44986-41
84	4-6-1	ROLLER	44677-1
85	4-6-3	WASHER	AN980-1616L
86	4-6-4	PIN	44678-1
87	4-7-1	ROLLER	44677-1
88	4-7-3	WASHER. FLAT 1"	AN980-1616
89	4-7-4	PIN	44678-1
90	4-7-6	WASHER. FLAT 1/2"	AN980-816
91	4-7-7	BOLT 1/2" x 3/4"	AN8-12
92	4-7-8	RETAINER SHAFT	44812-1
93	4-7-9	BOLT 1/4" x 1/4"	AN4-4A
94	4-7-11	SHAFT	44813-1
95	4-7-12	WASHER. FLAT 1"	AN980C1616
96	4-7-13	ROLLER	44814-1
97	4-8-2	BOLT	AN3-13A
98	4-8-3	WASHER. FLAT .090" THICK	AN980-1616
99	4-9-1	SPACER	44417-5
100	4-9-3	WASHER 1/2"	COMM.L
101	4-9-4	BOLT, HEX HEAD	44477-5
102	8-6-12	RETAINER BEARING	44892-1
103	8-6-13	BOLT	AN12H34A
104	8-6-14	ADAPTER. BEARING	44890-1
105	8-6-15	BOLT, 3/8" x 2-31/32"	AN8-27A
106	8-6-	WASHER. FLAT 3/8"	AN980-616L

Solicitation No. — N° de l'invitation

W0125-21AAS1

Client Ref. No. — N° de réf. du client

W0125-21AAS1

Amd. No. — N° de la modif.

File No. — N° du dossier

PR108

Buyer ID — Id de l'acheteur

KIN528

CCC No./N° CCC — FMS No./N° VME

107	8-6-	ADAPTOR, SHAFT	44891-1
108	8-6-30	WASHER, FLAT 1"	AN980-1616
109	8-6-33	SCREW, FLATHEAD	44724-18
110	8-6-22	NUT 1/2" NC STL	44728-3
111	8-6-23	WASHER 1/2" ID STL LIGHT	44728-6
112	8-6-24	BAR STL 1/2" x 1 1/2" X 4"	44728-4
113	8-6-26	BOLT.EYE 1/2" x 13 4	44728-2

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

Nota : Le texte en italique sera exclu de tout contrat subséquent.

L'offrant doit fournir un prix ferme pour tous les éléments des bases de tarification « A » et « B ». De plus, les offrants sont priés de fournir des détails selon l'article 4. Emplacement de l'entreprise (le lieu où le travail sera accompli)

1. Instructions relatives à l'établissement des prix :

- i. Les prix doivent être des prix tout compris, en dollars canadiens, pour tous les articles de la base de tarification
- ii. Périodes :
Première année (année 1) : de la date d'attribution du contrat au 31 décembre 2022
Deuxième année (année 2) : du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
Troisième année (année 3) : du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

2. Base d'établissement des prix A

A. Placage de zinc-cobalt :

La remise à neuf de toute pièce non peinte doit être conforme à la spécification militaire (spécification relative aux systèmes d'arrêt d'aéronef);

Le prix du placage de zinc-cobalt doit être établi en fonction du poids du matériau soumis à un placage (\$/lb)

a) Placage de zinc-cobalt	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	100 lb	100 lb	100 lb
Prix unitaire	lb	lb	lb

B. Travaux de peinture :

Toutes les surfaces peintes doivent être entièrement décapées, apprêtées et peintes conformément à la spécification militaire des systèmes d'arrêt d'aéronef figurant à l'annexe A du présent document.

a) BAK12	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	3	2	2
Sablage	ch. BAK12	ch. BAK12	ch. BAK12

Peinture et matériaux	ch. BAK12	ch. BAK12	ch. BAK12
-----------------------	-----------	-----------	-----------

) Remorque du MAAS	1^{re} année	2^e année	3^e année
Qté est. par année	3	2	2
Sablage	\$ ch.	\$ ch.	\$ ch.
Peinture et matériaux	\$ ch.	\$ ch.	\$ ch.

c) Remorque du MRES	1^{re} année	2^e année	3^e année
Qté est. par année	2	2	2
Sablage	ch.	ch.	ch.
Peinture et matériaux	ch.	ch.	ch.

b) Tube guide-câble	1^{re} année	2^e année	3^e année
Qté est. par année	1	1	1
Sablage	ch. tube guide-câble	ch. tube guide-câble	ch. tube guide-câble
Peinture et matériaux	ch. tube guide-câble	ch. tube guide-câble	ch. tube guide-câble

d) Poulie	1^{re} année	2^e année	3^e année
Qté est. par année	1	1	1

Solicitation No. — N° de l'invitation
W0125-21AAS1
Client Ref. No. — N° de réf. du client
W0125-21AAS1

Amd. No. — N° de la modif.

File No. — N° du dossier
PR108

Buyer ID — Id de l'acheteur
KIN528
CCC No./N° CCC — FMS No./N° VME

Sablage	ch. poulie	ch. poulie	ch. poulie
Peinture et matériaux	ch. poulie	ch. poulie	ch. poulie

C. Remorques/génératrices kVA et conteneurs ISO :

Couleur conforme à la spécification MIL-SPEC. Code de couleur SF34094, revêtement époxy 345. La couleur de la peinture n'est pas une couleur habituellement utilisée sur le terrain, elle peut être de couleur vert lime.

a) Remorque/génératrice kVA	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	3	3	3
Prix unitaire	ch.	ch.	ch.
Sablage	ch.	ch.	ch.
Peinture et matériaux	ch.	ch.	ch.

b) Conteneur ISO	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	2	1	1
Prix unitaire	ch.	ch.	ch.
Sablage	ch.	ch.	ch.
Peinture et matériaux	ch.	ch.	ch.

3. Base d'établissement des prix « B » :

Autres éléments connexes non énumérés ci-dessus :

1. Divers services connexes	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Nombre est. d'heures par année	50 heures	50 heures	50 heures
Taux	\$/h	\$/h	\$/h
Matériaux non compris dans la base d'établissement des prix « A » Utilisation	2 000 \$	2 000 \$	2 000 \$
Prix de revient plus une majoration de :	%	%	%

4. Emplacement de l'entreprise :

Adresse complète de l'emplacement de l'entreprise où les travaux doivent être exécutés

ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Les offrants acceptent d'être payés au moyen des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA
- ☐ Carte d'achat Mastercard
- ☐ Dépôt direct (national et international)
- ☐ Échange de données informatisé;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement)
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE D

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale (G1001C)

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir une police d'assurance responsabilité civile commerciale en vigueur pendant toute la durée du contrat d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités achevées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération ainsi que la calomnie et l'atteinte à la réputation.
 - e. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise pour chacun d'entre eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages matériels, comprenant les activités achevées : Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvrir les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis de résiliation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas de résiliation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvrir les dommages que l'entrepreneur

Couvrir les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvrir les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5(d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993 ch. J-2, art.1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour les autres provinces et les territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir à titre de codéfendeur dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais pour assurer conjointement la défense relative à cette poursuite. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile (2020C)

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par sinistre.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a. Responsabilité civile — limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident
- b. Assurance individuelle — lois de toutes les provinces et territoires
- c. Garantie non-assurance des tiers
- d. Avis d'annulation : l'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours en cas de résiliation de la police

Solicitation No. — N° de l'invitation
W0125-21AAS1
Client Ref. No. — N° de réf. du client
W0125-21AAS1

Amd. No. — N° de la modif.
File No. — N° du dossier
PR108

Buyer ID — Id de l'acheteur
KIN528
CCC No./N° CCC — FMS No./N° VME

ANNEXE «E»

Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

Faire parvenir à: matthew.gidomski@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:

Premier trimestre: du 1^{er} avril au 30 juin.

Deuxième trimestre: du 1^{er} juillet au 30 septembre.

Troisième trimestre: du 1^{er} octobre au 31 décembre.

Quatrième trimestre: du 1^{er} janvier au 31 mars.

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR:

N° DE L'OFFRE À COMMANDES

MINISTÈRE OU ORGANISME:

Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B) Commandes totales accumulées à ce jour:			
(A+B) Commandes totales accumulées:			

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période []

PRÉSENTÉ PAR:

Nom:

Numéro de téléphone:

SIGNATURE: _____ DATE: _____